



Le 1^{er} septembre 2020

LES MAUVAISES HABITUDES DOIVENT ÊTRE ARRÊTÉES AFIN DE FREINER UN CARNAGE EN BIÉLORUSSIE!

Lors des derniers jours, les autorités russes et biélorusses ont accéléré leur déclin vers de mauvaises habitudes typiques des régimes autoritaires faisant face à des protestations massives et déterminées, comme celles qui se tiennent quotidiennement en Biélorussie à la suite des élections présidentielles du 9 août 2020, qui sont considérées par le peuple biélorusse et la communauté internationale comme n'ayant été ni libres, ni justes.

Le 27 août 2020, l'agence russe TASS rapportait que :

« La Russie a mis en place une unité de maintien de l'ordre à la demande du président sortant de la Biélorussie Alexandre Loukachenko, mais elle ne sera pas utilisée jusqu'à présent, a déclaré jeudi le président russe Vladimir Poutine dans un entretien avec l'émission 60 Minutes sur la Rossiya-1 Chaîne TV.

“Alexandre Grégoriévitich [Loukachenko] m'a demandé de former une unité de maintien de l'ordre, et je l'ai fait. Cependant, nous avons également convenu qu'elle ne sera pas utilisée à moins que la situation ne devienne incontrôlable”, a déclaré le président ».

Le simple fait que le président russe ait fait de telles déclarations menaçantes constitue un autre cas d'ingérence ouverte et explicite de la part de la Russie dans les affaires intérieures d'un autre pays – cette fois-ci la Biélorussie.

Les ambassadeurs russes dans les démocraties occidentales devraient donc être convoqués et sévèrement avertis que tout déploiement réel ou menacé d'unités russes de maintien de « l'ordre » en Biélorussie sera sanctionné sans équivoque comme une atteinte flagrante à l'intégrité territoriale de la Biélorussie et au droit international.

De récents comptes-rendus font état du retrait par les autorités biélorusses de l'accréditation de nombreux journalistes, en plus de la détention et de l'expulsion d'autres. De telles actions sont inquiétantes, car elles sont un signe avant-coureur d'une dissimulation planifiée de mesures de répression plus violentes à l'encontre des manifestants.

Par conséquent, les ambassadeurs biélorusses dans les démocraties occidentales devraient également être convoqués et réprimandés pour cette suppression de la liberté des médias, et avertis que toute nouvelle agression contre les manifestants sera non seulement condamnée, mais aussi sévèrement sanctionnée.

Le 30 août 2020, l'agence russe TASS a décrit comment le président Poutine a salué son homologue biélorusse le jour de son anniversaire en ajoutant que :

« Au cours d'un entretien téléphonique, les parties ont réaffirmé leur position commune visant à renforcer l'alliance russo-biélorusse et à développer la coopération mutuellement bénéfique dans tous les domaines.

[...]

C'est la sixième conversation entre Poutine et Loukachenko ces derniers temps. Le président russe a également discuté de la situation dans le pays avec le président français Emmanuel Macron, la chancelière allemande Angela Merkel et le président du Conseil européen Charles Michel ».

Au moins trois conclusions peuvent être tirées de cet exposé.

La première est que le président russe profite, une fois de plus, d'une crise afin de promouvoir la politique expansionniste de la Russie.

La seconde est que le président russe continue à s'adresser aux dirigeants occidentaux en tant que porte-parole des pays qu'il considère comme faisant partie de la sphère d'influence de la Russie.

La troisième est que le président russe est activement engagé dans la situation en Biélorussie.

Les dirigeants occidentaux doivent être beaucoup plus proactifs dans la sauvegarde de la démocratie et des droits de l'homme fondamentaux. Toute indifférence perçue de leur part sera pleinement exploitée par les forces autoritaires, afin d'étouffer, par tous les moyens, les aspirations légitimes du peuple biélorusse à vivre dans un pays régi par l'autorité de la loi.

Eugène Czolij

Président de l'ONG « Ukraine-2050 »

Président du Congrès Mondial Ukrainien (2008-2018)

www.ukraine-2050.org

L'Organisation non gouvernementale (ONG) « Ukraine-2050 » est une organisation sans but lucratif établie pour aider à mettre en œuvre dans une génération – d'ici 2050 – des stratégies pour le développement durable de l'Ukraine en tant qu'état européen pleinement indépendant, territorialement intégral, démocratique, réformé et économiquement compétitif.